

Monsieur le directeur, ces dernières semaines nous ont confirmé ce que nous dénonçons depuis longtemps : les CTL ne sont que des chambres d'enregistrement. Plus jamais l'avis des représentants n'est pris en compte. Mais depuis le dernier CTL, la situation empire ! En effet, les annonces faites en instances officielles et soumises au vote des représentants du personnel ne correspondent pas à ce qui finalement se mettrait en place !

La transparence, dont vous affirmez faire preuve, n'est malheureusement pas réelle...

Un exemple : concernant l'accueil sur rendez-vous, lors du CTL du 11 septembre, vous avez clairement répondu à l'une de nos interrogations : l'A.P.R.D.V constitue un nouveau mode de traitement pour les dossiers complexes. Pour le traitement du contentieux vous avez précisé que le contentieux, dit "complexe", ferait partie du dispositif.

Le 14 septembre, les agents du SIP OISANS-DRAC ont assisté à la présentation et l'organisation de l'A.P.R.D.V lors d'une réunion de service.

Au cours de cette présentation, le responsable de service indiquait que ce dispositif porterait sur les dossiers complexes et sur la totalité des contentieux (complexes ou non !). Autrement dit, l'accueil ne se fera plus que sur rendez-vous ! Il apparaît aujourd'hui que cela ressort d'une réunion en amont du CTL entre les responsables de service, M.BLANC et Mme TINIERE.

La transparence aurait été de nous parler de ces discussions en cours en précisant que l'organisation de ce dispositif n'était pas encore totalement arrêtée...

Anodin ? NON !

Dans les documents du CTL d'aujourd'hui, nous découvrons le projet de disparition pure et simple du service d'accueil de Rhin et Danube ! Tout comme les agents l'ont appris en toute fin de réunion d'information organisée le 10 octobre. Apprendre aussi brutalement, sans ménagement, que leur service est supprimé au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est pour le moins déstabilisant, voire destructeur... Vous nous direz que tout est prévu. Que les règles d'affectations seront respectées... Quant à nous, compte tenu du déroulement des CAP Locales des derniers mouvements, nous sommes très inquiets pour ces collègues en particulier, mais également pour l'ensemble des agents.

Le rouleau compresseur déjà à l'œuvre depuis un certain nombre d'années vient encore de passer à une vitesse supérieure. Il va absolument tout détruire sur son passage.

Solidaires Finances Publiques exige le maintien d'un service d'accueil à part entière, professionnalisé, avec des agents affectés en nombre suffisant pour effectuer cette mission.

Les collègues convoqués en experts vous feront part de leur ressenti.

Concernant les annonces Darmanesques sur la non fermeture de trésoreries :

En Isère, Pont de Beauvoisin , en Savoie Les Echelles et dans le Rhône Condrieu sont provisoirement « sauvées ». Si cela est une bonne nouvelle pour les personnels, les usagers et les élus locaux, c'est également la manifestation d'un recul du ministre doublé d'un désaveu cinglant de la stratégie de la DGFIP. Cette volte face a des conséquences sur les personnels et des questions se posent. En effet, les directions locales ont tiré les conséquences en matière de transferts de missions et d'emplois, de décisions qu'elles considéraient comme acquises. Un CTL est-il prévu pour officialiser ces changements ?

Pour conclure, nous dénonçons fermement les effets d'annonces nationales et locales qui mettent la pagaille dans les services et instaurent un climat particulièrement anxiogène. Cela n'est plus acceptable. Les restructurations sont annoncées et modifiées du jour au lendemain, au gré de décisions politiques incompréhensibles. Les agents n'ont plus aucune visibilité sur leur avenir proche. Cela crée de l'insécurité, de l'anxiété et une perte de repère néfastes pour l'exercice des missions, mais aussi et surtout pour la santé des personnels.

La croisade du gouvernement contre les déficits entraîne un démantèlement de tous les mécanismes de solidarité qui charpentent notre modèle social. Considérée comme un réservoir inépuisable d'emplois, la DGFIP a ainsi perdu 40 000 emplois en 15 ans ! Et d'ici 2022, le ministre confirme la suppression de 20 % des effectifs !!!

Comme aurait pu écrire un réalisateur célèbre : « ils osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît » !!!